

2014

Communauté de communes de
l'Île d'Oléron
RAPPORT D'ACTIVITÉ

DOLUS D'OLÉRON — LABRÉE-LES-BAINS — LE CHÂTEAU D'OLÉRON
LE GRAND VILLAGE PLAGE — SAINT-DENIS D'OLÉRON
SAINT-GEORGES D'OLÉRON — SAINT-PIERRE D'OLÉRON
SAINT-TROJAN-LES-BAINS



Communauté de Communes de
l'Île d'Oléron



À l'écoute de notre territoire

LE MOT DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES



En mars 2014, les élections locales ont conduit à la mise en place d'un nouveau conseil de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron (CdC). Cette équipe, porteuse de projets pour notre territoire, s'inscrit assurément dans la continuité des précédentes orientations. Pour la première fois, les conseillers communautaires ont été élus au suffrage universel direct. Mieux que jamais, ils sont les élus du peuple. Ce «plus» de démocratie apporté par le suffrage, nous avons choisi de le traduire dans notre manière de conduire les affaires de la CdC. Notamment en redéfinissant la répartition des commissions et en valorisant davantage le travail des vice-présidents dans l'animation de leur commission. Cela de manière à ce qu'ils jouent pleinement leur rôle et que les liens et les échanges avec le bureau soient plus étroits. Dans le même état d'esprit, chaque commission est désormais ouverte aux «extra-communautaires», élus des communes, qui en effet et au-delà des 8 maires constituant le bureau communautaire, sont invités à participer aux travaux de ces commissions. Dans tous les cas, nous avons cherché à optimiser notre mode de fonctionnement afin de le rendre plus efficace. Par exemple en plaçant sous la responsabilité directe du président, toujours dans la concertation, l'important dossier de la gestion du littoral. Lequel s'inscrit dans la ligne de l'Agenda 21 dont l'Acte II, comme vous pourrez le lire dans ce rapport d'activité, est en cours d'écriture. Conformément là encore aux préconisations participatives, les actions à venir se construisent à votre écoute, en prenant en compte la voix des citoyens de notre territoire communautaire.

Pascal Massicot



Sommaire

- 2 Le mot du président de la CdC - L'agenda 21
- 3 Le bureau et le conseil communautaire
- 4-5 Gestion du littoral
- 6-7 Tourisme, mobilité, sports & loisirs
- 8 Développement économique
- 9 Collecte et traitement des déchets
- 10 Culture, musées, patrimoine
- 11 Développement durable & environnement
- 12 Habitat, santé, social
- 13 Enfance Jeunesse
- 14 Le personnel de la cdc
Subventions aux associations
- 15 Bilan financier
- 16 Présentation du territoire

Agenda 21, acte II, 100 actions coécrites avec les Oléronais

Individuellement et collectivement, à l'international comme localement, l'Agenda 21, tout droit venu du Sommet de la Terre (Rio, 1992), constitue la proposition de fonctionner autrement, d'avoir des gestes attentionnés et bienveillants pour la société dans laquelle nous vivons, pour notre environnement au sens le plus large.

21 parce qu'il est le défi du 21ème siècle, Agenda parce qu'il établit des actions, des échéances.

La CdC, volontaire à son échelon territorial, s'est inscrite dans les lignes de cet Agenda dès 2008*. Au point que celui-ci est devenu le socle du mandat communautaire. Plus que des objectifs de développement durable fixés – et atteints – au cours de ces années dans des domaines aussi variés que le tourisme, l'économie, les solidarités, la jeunesse, la santé, la culture, les espaces naturels, la gestion des déchets etc., l'Agenda 21 préconise une manière de faire en prenant en compte les vues des citoyens. Avec l'année 2014, l'acte I a pris fin. Un acte II a été lancé. C'est un document coécrit, participatif, né d'un forum citoyen, qui a conduit les Oléronais à définir leurs grandes priorités. Les grands enjeux étant toujours liés à la réduction des déchets, aux énergies renouvelables, à faire d'Oléron un territoire à énergie positive, et à placer la personne et son environnement au centre des préoccupations. De leur côté les agents de la Communauté de communes ont aussi mené cette réflexion. Les élus ont fait de même, puis ont arbitré l'ensemble des contributions jusqu'à dégager une cinquantaine d'actions, à présent inscrites dans le deuxième Agenda 21 intercommunal. On ne sera pas étonné d'apprendre que cet arbitrage des élus rejoint les vœux formés en amont par les habitants lors du forum citoyen. Preuve que, vu d'ici, le développement durable appliqué à tous les secteurs n'est pas une incantation, c'est une façon de bien vivre ensemble.

*Signe de reconnaissance, notre Agenda 21 a été labellisé Agenda 21 Local France en 2010

Composition du bureau communautaire et délégations des vice-présidents

au 31 décembre 2014



Pascal MASSICOT
Gestion du littoral



Christophe SUEUR
Tourisme, mobilité,
sports et loisirs



Grégory GENDRE
Développement
économique



Chantal BLANCHARD
Régie Oléron déchets



Michel PARENT
Culture et Musées



Jean-Michel MASSÉ
Développement durable
& Environnement



Eric PROUST
Habitat, Santé & Social



Patrice ROBILLARD
Enfance et Jeunesse

Liste (au 31/12/2014) des 35 conseillers communautaires élus

Par commune et par ordre alphabétique :

- Dolus d'Oléron :** Sylvie ARMINGAUD, Grégory GENDRE, Nicole INSERGUET, Patrick LEMAITRE, Philippe VILLA
- La Brée-les-Bains :** Chantal BLANCHARD, Jean-Claude COULON, Michel DASSIÉ
- Le Château d'Oléron :** Richard BENITO GARCIA, Micheline HUMBERT, Françoise JOUTEUX, Michel PARENT, Olivier PERTHUIS
- Le Grand-Village-Plage :** Catherine BAZIN, Jean-Claude BLEMON, Patrice ROBILLARD
- Saint-Denis d'Oléron :** Marie CHARLES, Jean-Michel MASSÉ, Dominique SOLAS
- Saint-Georges d'Oléron :** Annie CHARTIER, Gérard DELSUC, Marie-Anne DIAS – GORICHON, Yannick MORANDEAU, Éric PROUST
- Saint-Pierre d'Oléron :** Sylvie FROUGIER, Eric GUILBERT, Jean-Yves LIVENAIS, Françoise MASSÉ – SAULAY, Patrick MOQUAY, Marie-Claude SELLIER MARLIN, Christophe SUEUR, Françoise VITET
- Saint-Trojan-les-Bains :** Christine BOHEC, Pascal MASSICOT, Line SOURBIER



Gestion du littoral

SURVEILLANCE DES PLAGES

L'été en toute sécurité

Sauveteurs, équipements, postes de secours : en 2014 la Communauté de Communes a consacré un budget de 429 434 € à la sécurité des plages.

La CdC met en œuvre les moyens nécessaires à assurer la sécurité sur les plages de l'île sous la responsabilité des maires.

Identifiée comme acteur de cette sécurité estivale sous la responsabilité des maires, elle prend en charge les dépenses relatives à la mise à disposition du personnel de secours par convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

En 2014, ces frais de personnel, à hauteur de 403 123 €, ont mobilisé l'essentiel du budget global. Ils concernent 62 maîtres nageurs présents sur 16 plages du 5 juillet



au 31 août ou au 7 septembre selon l'échelonnement des fermetures.

Ces moyens humains, dédiés à la sécurité des baigneurs, comprennent aussi 2 chefs de secteur (nord et sud) et 1 responsable tout au long de la saison pour coordonner la logistique, les plannings, les entraînements des maîtres-nageurs sauveteurs.

2 adjoints techniques de la CdC sont également chargés d'intervenir en cas de problèmes de maintenance sur le matériel qu'elle met à disposition.

Le reste du budget (26 311€) permet précisément de financer les frais de fonctionnement liés à ces matériels de sauvetage (jet-skis, quads) et à leur maintenance, ou encore à la location et la maintenance des postes Écolem qui équipent 9 plages. Écolem pour « Écologie, Littoral et Mer ». Un poste en vigie d'un tourisme durable qui, au-delà de son rôle de surveillance, de son infirmerie et de sanitaires accessibles aux handicapés, est autonome en énergie et laisse place nette en hiver.



NETTOYAGE DES PLAGES

Propres toute l'année

Amenés par la mer ou abandonnés par des utilisateurs indéli-cats, les déchets (minimum 2 cm) sont ramassés, triés et acheminés vers l'Écopôle. Par le biais d'un marché public, la Communauté de Communes missionne pour cela Onet 17 qui intervient toute l'année à fréquence adaptée aux besoins (quotidiennement en période estivale) ou à la spécificité écologique du site. Elle consacre 257 895 € à cet effort de protection de l'environnement. S'y ajoutent 10 878 € pour un programme complémentaire de nettoyage assisté d'ânes attelés.

PLAN PLAGES

Bienvenue aux vélos

La Communauté de Communes poursuit la démarche Oléron Qualité Littoral aux côtés des communes en adaptant les aménagements selon la catégorie des plages (loisirs, nature, etc.)

En 2014, la Gautrelle a reçu la création d'une piste cyclo-piétonne. Le parking existant a été réhabilité, optimisé, doté de 260 places pour vélos et de 5 tables de pique-nique.

Un parking à vélos a aussi été aménagé à Rouchoux tandis que Vertbois et La Giraudière ont fait l'objet de travaux d'urgence suite aux tempêtes hivernales.

Le contrat anti-submersion

Les Programmes d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI) promeuvent une gestion des risques et la réduction de leurs conséquences sur l'environnement, les biens, les personnes.

Il s'agit d'un outil de contractualisation proposé par l'État aux collectivités.

La Communauté de communes a fait le choix de s'inscrire dans cette démarche volontaire afin de réduire la vulnérabilité de son territoire. En contrepartie, l'État, la Région, le Département, l'Agence Adour-Garonne sont devenus ses partenaires financiers*. La CdC a consacré 257 000€ à son programme en 2014, principalement pour des études, des travaux, une exposition itinérante et le salaire de son technicien-animateur PAPI

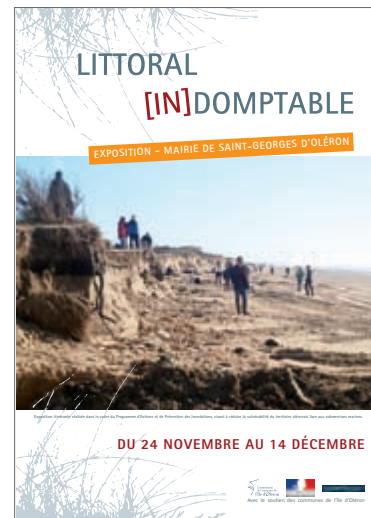
aidé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

Dans la continuité des actions conduites en 2013, la concertation a été menée sur 3 zones de solidarité: Boyardville, La Perrotine et Saint-Trojan afin de programmer le rehaussement des digues et la construction de murets de protection anti-submersion.

L'autre dossier important, lancé en 2014, concerne la définition d'un programme d'actions sur les marais pour limiter les risques de submersion en ralentissant les écoulements. Les études et réunions techniques ont en effet conclu que les marais abandonnés peuvent servir de zone d'expansion et qu'ils peuvent être optimisés à des fins de protection contre les submersions.

*Le PAPI de l'île d'Oléron a été labellisé le 12/07/2012 puis signé par les 8 maires le 01/02/2013. Ce

document-cadre permet au territoire de bénéficier de 80% de financements de la part de l'État (40%), la Région (20%), le Département (20%).



TRAVAUX D'URGENCE

Après tempête

Contre vents et marées, et pour le maintien du paysage littoral qui doit faire face aux tempêtes et à toutes les formes d'érosion, la Communauté de Communes intervient aux côtés du Département sur la ligne des travaux d'urgence. Elle a consacré 30% d'un montant global de 1 545 222€ d'opérations réalisées en 2014 suite à l'hiver tempétueux sur les sites suivants : à Saint-Denis (camping/vieille digue et boulevard de l'océan); à La Brée-les-Bains (enrochements

boulevard Antioche, Pointe des Normands); à Saint-Trojan (Lannelongue); à Saint-Georges (Domino et La Gautrelle); à Saint-Pierre (Les Placelles); au Château (Moulin de la Côte); à Dolus (La Perroche).



Et aussi...

- Gestion des ouvrages de défense des côtes
- 85 775 € (HT) de consolidations sur la digue Pacaud à Saint-Trojan
- Lutte contre l'érosion : étude et diagnostic de l'ouvrage « Pointe de Prouard »
- Scénario d'aménagement et de réorganisation du chenal de la Perrotine
- Plan d'action sur les algues d'échouage
- Démantèlement des Blockhaus (Grande-plage)
- Exposition itinérante « Littoral indomptable »
- Hébergement des renforts saisonniers de la gendarmerie

• • •

Tourisme, mobilité, sports & loisirs

TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE TOURISME

Un office du Tourisme Intercommunal

Pour que l'Office du Tourisme Intercommunal soit opérationnel au 1^{er} janvier 2015, les services ont joué d'efficacité sur ce volumineux chantier administratif et technique.



L'accueil touristique était jusqu'alors organisé à l'échelon communal. Mais une grande tendance s'est dégagée de cette pratique et avec elle un projet : proposer plus de cohérence, réaliser des économies d'échelle, offrir une meilleure lisibilité, livrer aux touristes des réponses uniformisées sur le territoire et professionnaliser les équipes ; en somme être plus efficace et dispenser un service de qualité pour ce qui relève de la première économie de l'île d'Oléron.

Il tombait sous le sens que cette compétence devait naturellement revenir à la Communauté de communes et que l'ex-Maison du Tourisme allait recevoir la gestion de l'Office du Tourisme Intercommunal nouvellement créé.

Après l'avoir dit, il fallait le faire. Ce fut un travail conséquent (calculs de transferts de charges, des ventes de produits et autres questions financières entre communes et CdC) dont les techniciens et services se sont par-

faitement acquittés au long de l'année 2014, en conservant tous les emplois.

Les 5 agents publics comme les 20 salariés associatifs, sont toujours à leur poste. Les bénévoles étant pour leur part toujours les bienvenus.

Les 11 offices permanents et saisonniers ont ainsi été transférés à la CdC qui, prenant cette nouvelle compétence d'organisation de l'accueil touristique, leur a donné le nom de «Point d'information touristique», où la mutualisation de tous les moyens tirera le service rendu vers le haut.



Et aussi...

- Le service espace vert entretient 25 ha de pistes cyclables
- Gestion et maintien en état des infrastructures : aérodrome, voies intercommunales, vestiaires du club de rugby à Dolus...
- Installation de 10 bornes de recharge pour véhicules électriques (2 en 2014, 10 à terme), réparties sur chacune des communes, pour les habitants, touristes et services.

...

ILÉO

Plus de 800 000 adeptes à l'eau

Le parc aquatique de l'île, à Dolus, a refermé en 2014 son premier contrat d'exploitation de 5 ans. Le temps venu d'un bilan pour IléO qui a comptabilisé 810 771 entrées durant cette période. Une fréquentation bien sûr fluctuante en fonction des années et des conditions météorologiques : l'année 2014 avec un ciel peu favorable enregistre 148 407 passages pour 346 jours d'ouverture. Les résultats sont toujours encourageants pour l'avenir. L'enquête de satisfaction réalisée offre de bons retours et d'excellentes pistes pour améliorer le service et les attractions. A l'issue de la procédure de renouvellement de la délégation de service public, Vert Marine a été reconduit pour 5 ans.



PLAN VÉLO ET NAVETTES

Sur terre comme en mer, les nouvelles mobilités

Conforme à l'Agenda 21, le Plan global de déplacements (PGD) trace une feuille de route qui tente de maîtriser l'usage de la voiture. Il favorise les déplacements doux et les transports en commun.

La Communauté de communes a poursuivi son plan Vélo 2 en 2014 avec des travaux de liaison cyclable Sable-Vignier/Passé des Bicles s'inscrivant dans la piste des Grands-Coutas pour un coût global de 1,28 M€.

Le dernier tour de roue de Vélo 2 sera donné en 2015 avec de nouvelles réhabilitations et la réalisation d'itinéraires complémentaires.

Dans le même temps et pour gagner en cohérence, le plan Vélo 3 a été préparé avec une ligne budgétaire de 47347€ inscrite en mission foncière. 2015 marquera la finalisation des études réglementaires et la maîtrise d'œuvre

de la réalisation des itinéraires programmés (158 000 €).

Pour renforcer l'attractivité touristique du territoire et développer une mobilité durable, la CdC propose les bus de la navette des plages aux automobilistes qui ne veulent pas s'engager dans le flot de circulation et aux vacanciers sans voiture. Du 7/07 au 31/08, la navette a assuré 46 308 voyages (+3% par rapport à 2013) et a coûté 163 638 €, essentiellement en règlement de la société de transport. Le service sera maintenu et étendu à un parcours nord en 2015.

Enfin, pour se rendre à La Rochelle ou en venir, la voie la plus courte est maritime. Une délégation de service public a confié à Trans Pertuis cette liaison Boyardville-La Rochelle en 50 minutes. Elle a enregistré 31 687 passages sur la saison (-2,5% par rapport à 2013, imputable à la météo). La CdC y consacre 167 547 € avec une participation de la CdA de La Rochelle et du Département.



Eldorado

La fréquentation 2014 est augmentée de +13,5% par rapport à 2013 avec 375 films diffusés, 3 344 séances et une moyenne de 27 spectateurs/séance. L'Eldorado a obtenu le classement Art et essai et 3 labels : Jeune public, Recherche et découverte, Patrimoine et répertoire. Une partie du matériel est renouvelée (logiciel caisse, processeur Dolby, 3 amplis) et la Cdc a installé un afficheur électronique des séances. Bilan d'exploitation 2014 : Dépenses 606 526 € / Recettes 615 330 € soit un bénéfice de 8 803€.



TRANSPORT SOCIAL ET COVOITURAGE

Avec Roule ma frite

Il y a des besoins visiblement insatisfaits en matière de transport social, principalement en terme d'information sur l'offre existante, comme l'a révélé le PGD. Pour y remédier, la Communauté de communes a demandé à l'association Roule ma frite 17 d'actionner deux dispositifs. D'une part, le bureau de la mobilité locale, un service gratuit d'information sur l'offre de transport et les aides à la mobilité qui a reçu 250 personnes, individuellement ou en atelier. D'autre part Covoiturage IO, service gratuit de covoiturage qui compte 28 inscrits et 500 membres sur Facebook.

En 2015, la CdC mettra en place des points d'arrêt covoiturage.



Développement économique

ZONES COMMUNAUTAIRES D'ACTIVITÉS

60 lots et une Maison

Au centre de son domaine de compétence économique et de sa vitalité en la matière, la Communauté de communes intervient dans l'aménagement de zones d'activité. Une nouvelle Zone d'Activité Economique voit le jour à St-Georges.

La poursuite de l'Actipôle de la Jarrie à Dolus s'accompagne désormais de la création de la zone dite Les Quatre Moulins à St-Georges. Sa forte résonance environnementale l'inscrit dans la feuille de route de l'Agenda 21. Les travaux ont débuté fin août 2014. Sur une superficie de plus de 10 ha, une soixantaine de lots seront ouverts à l'installation

d'entreprises en création ou en développement du secteur artisanal, tertiaire, agricole. Pour les produire à des prix raisonnables et attractifs, la CdC investit plus de 3 M€. La volonté de fixer de l'activité et de favoriser l'emploi est précédée d'une intention environnementale. L'infrastructure sera exemplaire dans l'intégration paysagère des bâtiments, des activités, et proposera un accompagnement aux entrepreneurs désireux d'améliorer la performance énergétique de leur construction. L'autre valeur ajoutée tient en la desserte très haut débit de la ZAE. Les entreprises du numérique y sont attendues, notamment dans la Maison des entreprises, bâti-

ment structurant du site, dont le chantier est en cours. Dans ce pôle de service et d'accompagnement, les TPE, PME, PMI pourront mieux s'approprier les TIC* et développer des projets liés aux télé-activités sur 6 postes équipés, 5 bureaux nus, des salles de réunions et des espaces de convivialité offerts à la location. La CdC a investi 1,3 M€ dans l'opération, aidée à 50% par l'État et le Département.

*Technologies de l'Information et de la Communication

FILIÈRE NAUTIQUE

Soutien à l'excellence et à l'emploi

La CdC soutient l'excellence de la filière nautique locale reconnue sur mer et dans la presse spécialisée. Le chantier Ocqueteau (33 salariés) met en avant son process innovant Infused Fiberglass Hulls et confirme son leadership dans le segment des bateaux à moteur. Mains de Marins/Guymarine, fleuron des chantiers oléronais conçoit des bateaux de pêche-croisière. Fragilisée par la dégradation du marché, elle doit faire face. La Communauté de communes s'est investie à ses côtés à titre exceptionnel et parce qu'il s'agit d'une industrie structurante de l'île (25 salariés). Le bâtiment industriel de l'entreprise a été acquis (600 000 €) pour lui être loué, permettant à l'entreprise de trouver de la trésorerie.

Et aussi...

- Les diagnostics agricoles sur 7 communes ont recensé 72 sièges d'exploitation
- Pour une agriculture durable, la CdC a accompagné 25 candidats à l'installation et une aide à 7 exploitations en certification AB
- Signalisation des centres-bourgs
- Les chefs locaux cuisinent sur les marchés.
- «Coup de pouce TPE»
- Le vignoble de l'île d'Oléron reçoit le label national Vignobles & Découvertes le 15 octobre 2014



CŒURS DE VILLAGES Hiver vivant en vitrine

Commerces fermés et vitrines à l'abandon hors saison laissent un vide commercial et vital que la CdC remplit en partenariat avec les communes. En 2014, quatre centres-bourgs ont été animés, pour en maintenir le pouls. À Saint-Pierre, la décoration des vitrines de commerces fermés a été réalisée comme un parcours de visite avec un quiz. À Saint-Trojan et Chéray des reproductions grand format de cartes postales ont égayé les devantures tandis que Dolus a ouvert des boutiques éphémères aux artistes locaux.

Collecte & traitement des déchets

POINTS DE TRI SÉLECTIF

Ils sont en place

22 points composés de 3 colonnes d'apport volontaire (ordures ménagères, emballages/papiers, verre) ont été installés sur le territoire par la Régie Oléron Déchets.

14 368 tonnes d'ordures ménagères collectées en 2014 ; 2351 tonnes d'emballages, papiers et cartons ; 2 183 tonnes de verre ; 11 840 tonnes de déchets verts et un budget global qui flirte avec les 11 M€... Il y a des chiffres qui incitent la CdC et sa structure publique, Régie Oléron Déchets, à optimiser la collecte. Cette optimisation est à l'œuvre et elle est chaque année renforcée.

En 2014, l'axe de travail a porté entre autres sur la mise en place de points de tri sélectif. En complément de l'équipement en bac jaune individuel et de la simplification des consignes de tri, ce sont 22 points de délestage qui ont été créés au cours du 2^{ème} trimestre. Il s'agit de colonnes enterrées (sur

4 sites) ou semi-enterrées (18) situées en sortie de village sur des axes de circulation fréquentés de manière à en faciliter l'accès et l'utilisation. Elles sont destinées à recevoir tous les flux : ordures ménagères, verre, emballages ménagers recyclables (EMR) et papiers.

Ces points de tri sélectif sont dédiés aux usagers qui ne peuvent

déposer leurs déchets lors des collectes. Leur utilité fut bien vite vérifiée. Depuis leur mise en fonctionnement en juillet et pour les 6 mois suivants, ils ont reçu 230 tonnes d'ordures ménagères.

À cela il faut ajouter l'installation d'une cinquantaine de colonnes aériennes pour la collecte des contenus des bacs ou sacs jaunes en EMR et papiers.



Et aussi...

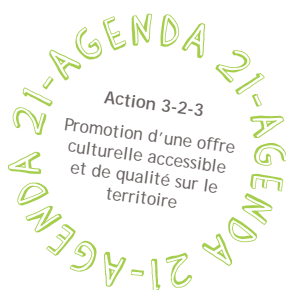
- Distribution de bacs de tri sélectif auprès de 340 professionnels
- Préparation de la conteneurisation du tri pour les résidents secondaires et loueurs saisonniers
- Mise en place d'une benne à La Brée pour la récupération des déchets de mobilier
- Nouvelle signalétique des déchèteries pour faciliter les dépôts et informer
- • •

RECYCLAGE, MODE D'EMPLOI

La Ressourcerie, une deuxième vie

Offrir une seconde vie aux objets apparemment destinés à la casse. C'est le projet de la Ressourcerie, inscrit dans les orientations du programme local de prévention des déchets de la CdC.

Le chantier a commencé en mai 2014 sur l'Actipôle La Jarrie à Dolus. La délégation de service public visant l'exploitation de la Ressourcerie a été attribuée à l'association OCEAN pour 6 ans. La collecte et la valorisation des biens devraient éviter la production de 250 tonnes de déchets chaque année et générer 10 à 25 emplois en réinsertion.



Culture, Musées, Patrimoine

MOULIN DE LA BRÉE

Un patrimoine productif

Ouvert pour les Journées du Patrimoine, il reçoit 450 visiteurs en un seul après-midi. Un succès qui encourage la réhabilitation du site en lieu de production à vocation économique et culturelle.

Le Moulin de la Brée tournait déjà aux quatre vents au XV^e siècle. Il a cessé de fonctionner en 1920.



600 ans de vie prêtent quelque pré-tention à être inscrit aux Monuments historiques. La Commission Régionale du Patrimoine s'y préparait d'ailleurs en avril 2014, reconnaissant l'authenticité du site. Mais pour voir son moulin inscrit, la CdC devait renoncer au changement de certaines pièces du mécanisme, trop vétustes pour une utilisation en production de farine. Or le projet intercommunal est bien de restaurer le moulin pour y installer une réelle activité. Ayant fait ce choix de ne pas le considérer en musée mais de le situer dans une démarche de dynamisme économique, touristique et culturel, la CdC a abandonné le classement et préféré élaborer un projet de réhabilitation du bâti et du mécanisme afin d'accueillir un meunier et une production de farine issue de l'agriculture biologique.

Le site étant riche d'autres bâtiments (maison du meunier, hangar), le projet inclut une bou-

tique-accueil, un lieu d'exposition permanente sur l'histoire de la meunerie ainsi que la construction d'un four et l'aménagement d'un espace de dégustation de produits issus des céréales moulues sur place : pains, gâteaux, crêpes, etc. Le tout formant un bel argument de réflexion sur les savoir-faire, la valorisation des produits locaux, la filière courte et la sensibilisation à la diversité cultivée.

En 2014, la CdC a chargé l'agence AVEC de l'étude de faisabilité architecturale et technique. La maîtrise d'œuvre devrait être recrutée fin 2015 pour un début des travaux souhaité en 2017.

EXPO «UN TRAIN NOMMÉ DÉSIR»

13 000 voyageurs

À Saint-Trojan, il y a un port, mais il y avait aussi une gare, comme un peu partout sur l'île lorsque le train la desservait du nord au sud. Il en reste un panache de fumée dans la mémoire des plus anciens, quelques cartes postales et un peu plus que cela qui a fait l'objet d'une très belle et singulière exposition au Musée d'Oléron.

«Un train nommé Désir» (06/2013-06/2014) a retracé cette épopée oléronaise du chemin de fer (1904-1935) dont l'élan fut brisé par la guerre. Elle a reçu plus de 13 000 visiteurs et a permis de développer des actions de médiation culturelle auprès du jeune public sur les aspects économiques et techniques du train, construction d'une maquette à l'appui.



© Yves Ronzier

Et aussi...

- Écomusée du port des Salines et Musée de l'île labellisés Tourisme et Handicap
- Maîtrise d'œuvre recrutée pour la Maison éco-paysanne
- Acquisition de la collection archéologique de M. Ricou. Un don exceptionnel.
- Projets pédagogiques avec les écoles et associations
- Exposition Gestes des Pertuis au Musée de l'île d'Oléron
- • •

Développement durable, environnement

ESPACES NATURELS

Le site du Douhet héberge le service

Énergique en matière de gestion des espaces naturels, la Communauté de communes a mis en place une équipe spécifique de techniciens.

Ils sont 4 et forment l'équipe des Techniciens Espaces Naturels. Coordonnée par la responsable du service Espaces Naturels, elle est investie des missions de gestion, d'information, de valorisation, de conseil, d'assistance technique et de connaissance des milieux de l'île. Particulièrement sur les espaces sensibles et sur les parcelles départementales qui ont été l'objet de débroussaillages à Dolus, St-Trojan, St-Pierre, St-Denis, St-Georges et Le Grand-Village.

L'action de l'équipe TEN est très variée. On la trouve aussi bien sur le suivi faunistique et floristique de l'avocette et des orchidées, que sur les contacts d'information et de sensibilisation auprès du public ou encore à la réalisation de diagnostics de dépôts sauvages.

Au titre de la protection de l'environnement toujours, un événement important a marqué l'exercice 2014 : la livraison, en mars, de la réhabilitation du site du Douhet. Situé sur la commune de La Brée, le Douhet offre un paysage de 4,5 ha de dunes boisées à la croisée de l'estran, de la plage et du marais. Un site fragile (urbanisation du front de mer, route côtière à proximité) qui appelle tous les soins de la Communauté de communes. Laquelle les lui a administrés dans ce projet de renaturation après enlèvement des traces de l'ancien centre de vacances, et



réhabilitation du bâti conservé. C'est ici même que la CdC a installé son service Espaces Naturels et qu'elle accueille le CPIE* pour faire de ce site remarquable le

phare de sa politique de gestion des espaces naturels.

* Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement

AMEC

Des choix éclairés

Le budget des collectivités locales étant de plus en plus restreint, la consommation en énergie peut être un poste d'économie important. Et si l'on n'est pas guidé par l'argument financier, on le sera par celui du développement durable.

Une mission Assistance à la Maîtrise des Énergies des Collectivités (AMEC) a pour cela été initiée dans chaque commune avec un binôme référent agent/élu. Des formations ont eu lieu. Au bilan intermédiaire, plus de 20 personnes y ont participé et 2014 a marqué l'achèvement des diagnostics.

En 2015, extinctions nocturnes de l'éclairage public et planification de la rénovation énergétique des bâtiments communaux seront mis en œuvre.

Et aussi...

- Écriture d'un ouvrage sur les champignons de l'île, premier volume d'une collection faune, flore et milieux
- Lancement de l'action test de lutte contre l'herbe de la pampa par le pâturage des ânes
- Animation du site Natura 2000 «Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron» ; co-animation des sites «Brouage-Nord Oléron» et «Seudre-Sud Oléron»
- Structuration de bases de données de l'observatoire des espaces naturels
- Opération «Tous dehors», campagne de valorisation des espaces naturels
- Lutte contre les nuisibles
- ...



Habitat, santé, social

OPAH ET BONUS ÉNERGIE

Tous les bienfaits d'une rénovation

Plus de 1 million d'aides publiques réparties sur le territoire, près de 2 millions de travaux. C'est le bilan de l'OPAH qui a pris fin au 31 décembre 2014 avec des objectifs atteints à 100%. Une action de développement durable inscrite à l'Agenda 21.

Les objectifs, fixés à 133, ont été atteints avec 134 dossiers déposés pour un taux de réalisation maximum dans les domaines de la lutte contre l'habitat indigne et fortement dégradé, de la prime adaptation et du bonus énergie. En moyenne, la subvention attribuée par logement s'élève à 6 500 €

et elle est de 9 500 € dans le cadre du programme Habiter mieux. Un Bonus Energie incitatif qui accompagne les travaux d'isolation (murs, combles, fenêtres), d'amélioration du chauffage ou de production d'eau chaude. Le gain énergétique est d'environ 30 % et dans ce cas le logement passe du classement E à D.

Les bienfaits sont multiples. Réduire la précarité énergétique, c'est abaisser les charges des ménages en matière de chauffage (on notera que 70 % de ceux qui sont aidés ont des revenus modestes). Au-delà des dépenses du foyer, il y a la réduction de consommation qui impacte donc moins l'environnement. Enfin,

il y a la raison économique. Car qui trouve-t-on sur les chantiers de rénovation énergétique? Des entreprises locales! Lorsqu'on sait que la Communauté de communes a consacré 175 000 € à ce secteur-là en 2014 et qu'1 € versé génère plus de 10 € de travaux, le calcul est vite établi et bien vite vérifiée aussi l'évidence que ces dispositifs d'amélioration de l'habitat développent l'emploi sur l'île et augmentent les compétences de ces entrepreneurs frappés du label RGE, Reconnu Garant de l'Environnement.

Et aussi...

- 2838 patients reçus au Centre de santé/Maison PHARE
- Soutien à la réalisation de logements sociaux
- Aide à l'accession à la propriété
- Actions pour le logement des jeunes
- Gestion des aires d'accueil des gens du voyage de St-Pierre et Dolus
- • •

CONTRAT LOCAL DE SANTÉ

Les 5 actions

Après réunions des groupes thématiques, 5 fiches-actions ont été validées. Elles seront mises en œuvre en 2015 et un coordinateur sera recruté.

Les lignes du CLS sont définies comme suit :

- Accès aux soins (amélioration de l'accès et prévention de la population, en particulier pour les personnes en situation de précarité).
- Addictions (favoriser l'accès aux soins des personnes et de leur famille ; développer la prévention des risques de conduites addictives).
- Prévention du suicide (comprendre, identifier, intervenir, orienter).
- Maintien à domicile des personnes âgées et handicapées (offrir le choix de vivre chez soi).
- Santé, sexualité, bien-être (améliorer l'accès à l'information relative à la sexualité et aux soins gynécologiques des jeunes).

ACCESSIBILITÉ

La commission intercommunale en place

Une nouvelle Commission Intercommunale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées a été mise en place suite aux élections municipales 2014. Sa composition (élus, associations de handicapés) a été élargie aux personnes âgées, acteurs économiques et usagers de la ville.

La commission suit la mise en œuvre du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE). En 2014, Dolus, St-Pierre, Le Château et St-Trojan ont présenté l'état d'avancement de leur programme.

Enfance-jeunesse



CRÈCHE DE SAINT-TROJAN

La nouvelle Boule de gomme des tout petits

La crèche de Saint-Trojan fut un chantier important de l'exercice 2014. Élaboré au cours des deux années précédentes, le projet de déménagement s'est concrétisé par la réalisation des travaux et une installation en janvier 2015.

«Boule de gomme», c'est son joli nom. Parce qu'elle était vieillissante et difficile à réaménager, notamment en vue d'un agrandissement pour en augmenter la capacité d'accueil, la Communauté de communes avec l'association Enfance Soleil, gestionnaire de

la structure, ont choisi de déménager la crèche de Saint-Trojan. Ensemble elles ont étudié ce projet en 2012-2013 et saisi l'opportunité de l'intégrer aux bâtiments de l'école située rue Victor-Belliard, non loin de l'ancienne demeure des tout petits.

Dans ce transfert sans conséquence sur le plan des habitudes, Boule de gomme a gagné deux places (14 actuellement contre 12 auparavant). Elle a ouvert en tout début 2015.

Pour la crèche de Saint-Trojan, la Communauté de communes a apporté un financement de 65 000 € aux côtés de financements



de la Caisse maritime d'allocations familiales (107 200 €) du Conseil départemental (85 451 €) et de la commune (6 000 €).

FESTIVAL CUT-BACK

Palmarès de la saison 3

Pour valoriser leur création, le territoire oléronais a lancé un Festival cinéma des jeunes réalisateurs. Cette initiative a été récompensée par le prix ANACEJ* 2014 des jeunes citoyens.

La Saison 3, co-organisée par la CdC et Marennes-Oléron TV, a mis en compétition 28 films réalisés par des 12-25 ans de la région. Au palmarès, le 1^{er} prix pour le docu-reportage est revenu au film «Prof ou élèves» du collègue Aliénor d'Aquitaine (Le Château d'Oléron) qui a également reçu le Prix Coup de cœur du jury.

*Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes

CHANTIERS-LOISIRS JEUNES

Ils en redemandent !

Ils visent le public des 11-16 ans et les touchent réellement. Plus de 50 jeunes ont répondu présents à ces actions d'intérêt collectif que sont les Chantiers-loisirs. Deux ont eu lieu en direction des touristes autour de la prévention routière à vélo, l'un en avril, l'autre en période estivale. Fort du succès rencontré, un autre chantier a été organisé également durant l'été, cette fois sur le nettoyage des plages. C'était si bien que les jeunes en ont redemandé au moment des vacances de Toussaint et de Noël avec la proposition d'événements festifs pour les enfants des centres de loisirs. De nombreux partenariats et des solidarités ont été mis en place pour ces actions qui ont mobilisé un budget de 8 189 €.

Et aussi...

- Gestion d'équipements petite enfance (2 crèches, 1 centre de loisir), gestion déléguée de 3 crèches et 3 centres de loisirs
- Séjours neige pour les 7-11 ans et les 12-16 ans
- Pass Musik
- Prise en charge de la natation et des activités liées à la mer dans le cadre scolaire
- Entretien des locaux du CEPMO
- ...



Des agents mieux formés, au service du territoire

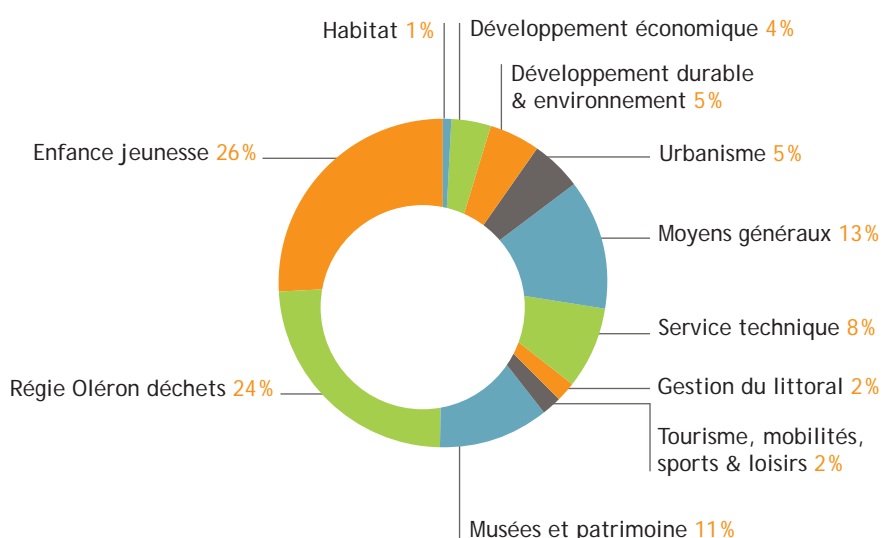
Sans eux et sans leurs compétences multiples, la CdC ne serait qu'une vue de l'esprit. Si la vue de l'esprit est nécessaire, c'est bien le travail des élus que de tracer un projet pour Oléron. Mais il faut, pour le servir, des femmes et des hommes au plus près du territoire sur lequel il repose.

Permettre aux équipes d'agents d'être au service du projet et du territoire, c'est pour la CdC consacrer le temps et le budget nécessaires à leur formation. Chacun est invité à progresser, à suivre les mutations qui interviennent au sein des collectivités, au gré des décrets de lois. Conformément aux engagements de l'Agenda 21, la Communauté de communes favorise la professionnalisation de ses agents, des jeunes en particulier avec 4 apprentis en petite enfance, communication visuelle, accueil musée, pôle technique. Ils sont appelés à développer leurs compétences, à s'adapter, à évoluer dans leur emploi.

En 2014, la Cdc a financé 1 554 heures de formation s'appuyant pour cela sur l'organisme formateur du Centre National de la Fonction Publique. Le service des Ressources humaines a initié une démarche d'analyse des besoins en formation sur Oléron pour dresser un cahier des charges spécifique et organiser les sessions sur Oléron. Ce ne sont plus les stagiaires qui se déplacent mais le formateur qui vient à eux. La première du genre ainsi organisée a concerné les pratiques d'abattage et bûcheronnage en direction des agents des services techniques, Espaces naturels, Régie Oléron Déchets et des services techniques des communes.

Bien formés, les agents sont aussi bien comptés. À l'heure du bilan annuel, ils sont 85 (titulaires et non titulaires), soit le même nombre qu'au cours de l'exercice précédent. Et l'on compte toujours à peu près la même partition hommes (36 %) femmes (64 %).

Répartition des agents
de la communauté de communes par service



SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Activités socio-culturelles insulaires

La Communauté de communes soutient des dizaines d'associations qui participent de la vie sociale, culturelle et environnementale de l'île. Elle leur a versé 267 204€ en 2014.

1 2 3 éveil, ADIL - agence départementale pour l'information sur le logement, AIDES Charente-Maritime, ATELEC - Atelier Lire Ecrire Compter, association Marne Yeuse (actions socio-éducatives pour les gens du voyage), CETO Plongée (centre d'entraînement technique oléronais), Charente Maritime Initiatives (prêts d'honneur aux entreprises), CLIC Oléron, CLIS St Pierre d'Oléron, CLLAJ (Comité Local pour le Logement et l'Autonomie des Jeunes), Club Pongiste du Pays Marennes Oléron, Conte en Oléron, Défi des ports de pêche, Dinoléron, Ecole de Musique Intercommunale Oléronaise, Espoir 17 - La Maison de Pierre, Fête des chants de marins d'IO, Handi Blues, La citadelle des livres, Le Lien (Parents d'élèves du collège Aliénor d'Aquitaine), Les Amis du musée de l'île d'Oléron, Les Déjhouqués, L'oignon le Saint-Turjan, Fête du Mimosa, Fête du vent, Mission locale de Rochefort Marennes Oléron, Mots en fête, Musique au Pays Pierre Loti, O.C.E.A.N. atelier mobilité et colis alimentaires, Oléron natation, Oléron Paddle Association, Oléron sport nature, Philharmonique Oléronaise, Radio Chassiron FM, RASED (Réseau d'Aide Social pour les Elèves en Difficulté), Sauvegarde des écluses à poissons de l'île d'Oléron, SMUR antenne estivale, Société des régates, Synergie 17 - Le Tremplin 17, édition les mégalithes Y. Olivet & J-S. Pourtaud.

Bilan financier

Stabilité du résultat global mais dégradation de l'autofinancement.

| Indicateurs | 2013 | 2014 | Différence |
|--------------------------|-----------|-----------|------------|
| Résultat fonctionnement | 1 681 339 | 921 901 | -759 438 |
| CAF Brute ** | 3 172 614 | 2 561 719 | -610 895 |
| Résultat Annuel + Amort. | 3 719 273 | 3 179 717 | -539 556 |

Cette baisse limite la capacité à investir de la CDC.

Le résultat comptable net* s'établit à 628 028€ au 31/12/2014, contre 625 884€ un an plus tôt. Derrière cette stabilité, d'autres indicateurs mettent en évidence une érosion de la capacité d'autofinancement (CAF) de la collectivité soit -636 000€ en moyenne.

Les **recettes de fonctionnement** de la Communauté de Communes baissent de 0,33 % par rapport à l'année 2013. Le produit de la fiscalité progresse de 1,5% malgré une stabilité des taux (depuis 2005). A l'inverse les dotations de l'Etat sont en fortes baisses -5% et -7,9% pour la DGF. Cette tendance

devrait se poursuivre et s'accroître (-17 % pour 2015). La CdC est deux fois plus impactée par ces baisses que les communes de l'île d'Oléron.

Les dépenses en faveur de l'enfance et la jeunesse représentent la principale dépense du budget de fonctionnement avec 28 % des charges. La CDC assume beaucoup de dépenses contraintes ou obligatoires pour 15 % (1,2 M€) du budget de fonctionnement: participations au SDIS (incendie et surveillance des plages) au Département (lutte contre les moustiques...), Syndicat Mixte Pays MO.

En 2014 la CDC a développé un service mutualisé pour la prévention des risques au travail et les premières actions du PAPI avec les études sur les marais (5660€). Le nouveau service de gestion des espaces naturels (140000€) a pris possession de ses nouveaux locaux au Douhet et a démarré ses actions d'entretien (financement CG17 + Conservatoire du littoral et aide Leader à la création). Les charges de personnel de la Communauté de communes représentent 16 % du budget.

Les **investissements 2014** hors remboursement des emprunts représentent 5,5 M€ soit (+1 M€ que 2013).

Le développement économique est privilégié avec la construction de la Maison des entreprises sur la zone de St Georges, pour 1,3 M€ dont 829 712€ investis en 2014. La CDC réalise une opération d'achat du bâtiment industriel « Mains de Marins » pour 620 000€ et recevra un loyer mensuel de l'entreprise et une aide départementale de 124 000€ (maintien des emplois et développement de la gamme de bateaux). Une enveloppe de 1,2 M€ est consacrée à la construction de pistes cyclables soit 4,5 Km de pistes. La défense côte est une autre priorité avec une dépense globale de 670 137€. Les études PAPI : 123 650€ (Perrotine et St Trojan), travaux d'entretien de la digue Pacaud 117 744€ et plus de 400 000€ consacrés aux travaux d'urgence consécutifs aux tempêtes de l'hiver 2014 (participation des communes 40%).

Autres projets : rénovation de la crèche de St Trojan (340 000€), isolation et extension des locaux de la CDC, participation à l'amélioration de l'habitat (259 191€), fin des travaux de rénovation du site du Douhet (233 978€), solde de la participation à la MIS à St Georges (47 775€).

L'encours de la **dette** s'établit au 31/12/2014 à 9 467 342€ soit +345 647€ qu'en 2013. Cette hausse est liée à la réalisation d'un emprunt (contre paiement d'un loyer) pour l'acquisition d'un bâtiment industriel soit 500 000€.

*Soldes Fonctionnement + Investissement + Restes à Réaliser + Reports

** Recettes - Charges (hors amortissements)

RÉGIE OLÉRON DÉCHETS

Bilan financier

Le résultat 2014 de la régie déchets est de +799 002€, dont +1 730 241 € pour la partie fonctionnement (+952 417€ en 2013). En 2014, les investissements sont importants : 2 011 495€ investis (814 670€ en 2013). La collectivité a ainsi construit 25 points de regroupement pour la collecte (471 860€), développé la distribution des conteneurs « jaunes » pour 77 437€. Le chantier de la Ressourcerie (budget 2 M€) a démarré avec 1,186 M€ dépensés en 2014.

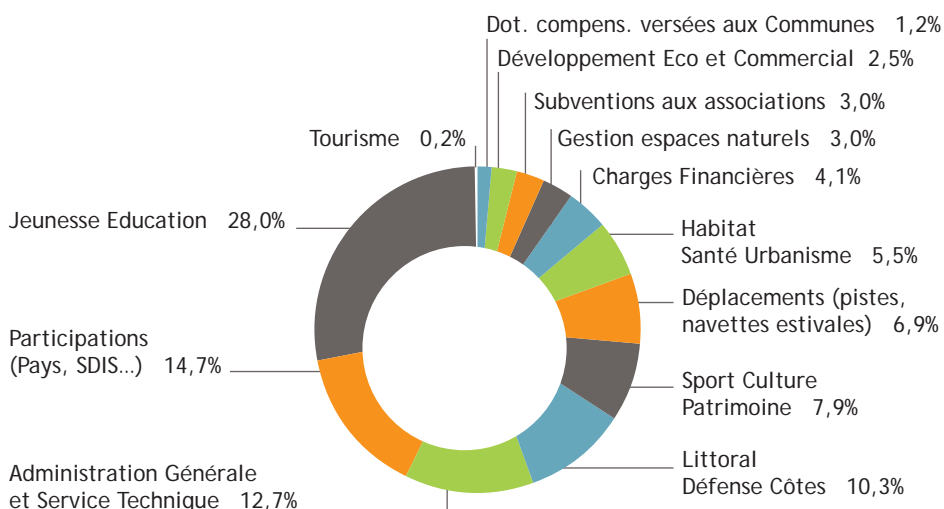
La Régie Oléron Déchets n'a pas contracté d'emprunt en 2014. L'encours de la dette passe ainsi à 792 494€ soit un an de résultat.

Les résultats de clôture permettent d'envisager les prochains investissements avec sérénité.

Part des prestations dans les charges de fonctionnement 2014.

| Synthèse des coûts | 2014 | 2013 |
|---------------------------------------|-------|-------|
| Incinération des Déchets | 27,5% | 30,5% |
| Ecopole | 13,2% | 13,6% |
| Déchetteries | 7,7% | 8,0% |
| Collecte des Déchet et Administration | 49,6% | 45,4% |
| Actions Réduc Déchets | 2,0% | 2,4% |
| | 100% | 100% |

Répartition des charges réelles de fonctionnement



L'ILE D'OLÉRON UN TERRITOIRE DURABLE

Marier le souffle d'un écrivain à celui du vent; dompter au mieux les caprices de l'océan et s'assurer des plus belles joies maritimes; préserver son patrimoine, valoriser les espaces naturels, les conserver dans leur diversité et leur intégrité; conserver aussi et développer des activités, ici nautiques, là agricoles, aquacoles, touristiques, saisonnières ou permanentes; garder sa population, lui offrir le bien-être...

La Communauté de communes est au carrefour de toutes ces préoccupations et en toutes choses associée à son territoire l'idée de développement durable. Une démarche dont l'engagement dans l'Agenda 21 est le témoin le plus fort, garant d'une cohérence et générateur d'exemplarité en la matière.

« Rôles d'Oléron » et « Liberté »

Au second millénaire, l'histoire de l'île se confond avec celle de la citadelle du Château-d'Oléron. En 1199, Aliénor d'Aquitaine y rédige le premier code maritime international : les Rôles d'Oléron. Jusqu'au XVIII^e siècle, la place-forte est disputée à maintes reprises par Anglais et Français, huguenots et catholiques. En 1793, an II de la République, l'île est rebaptisée « Liberté ». En 1945, l'île d'Oléron est l'une des dernières poches de résistance allemande. Elle est libérée lors d'un débarquement de 8000 hommes, entre le 30 avril et le 1^{er} mai : l'opération Jupiter.

Oléron de Loti

Île de l'enfance et de toutes les nostalgies de Pierre Loti, voici quelques extraits de ce que l'on peut lire d'Oléron sous la plume de l'écrivain :

« Une grande île sablonneuse (...) des bois de pins où passe le vent de la mer ; des marais salants où, pendant les chaudes journées d'été, le sel soigneusement ramassé en petits tas d'une blancheur de neige, répand une senteur particulière que les paysans appellent « odeur de violette ». « Sur les dunes des tapis d'immortelles et d'œillets roses, si odorants qu'ils envoient leur parfum jusqu'au large, aux navires... ».

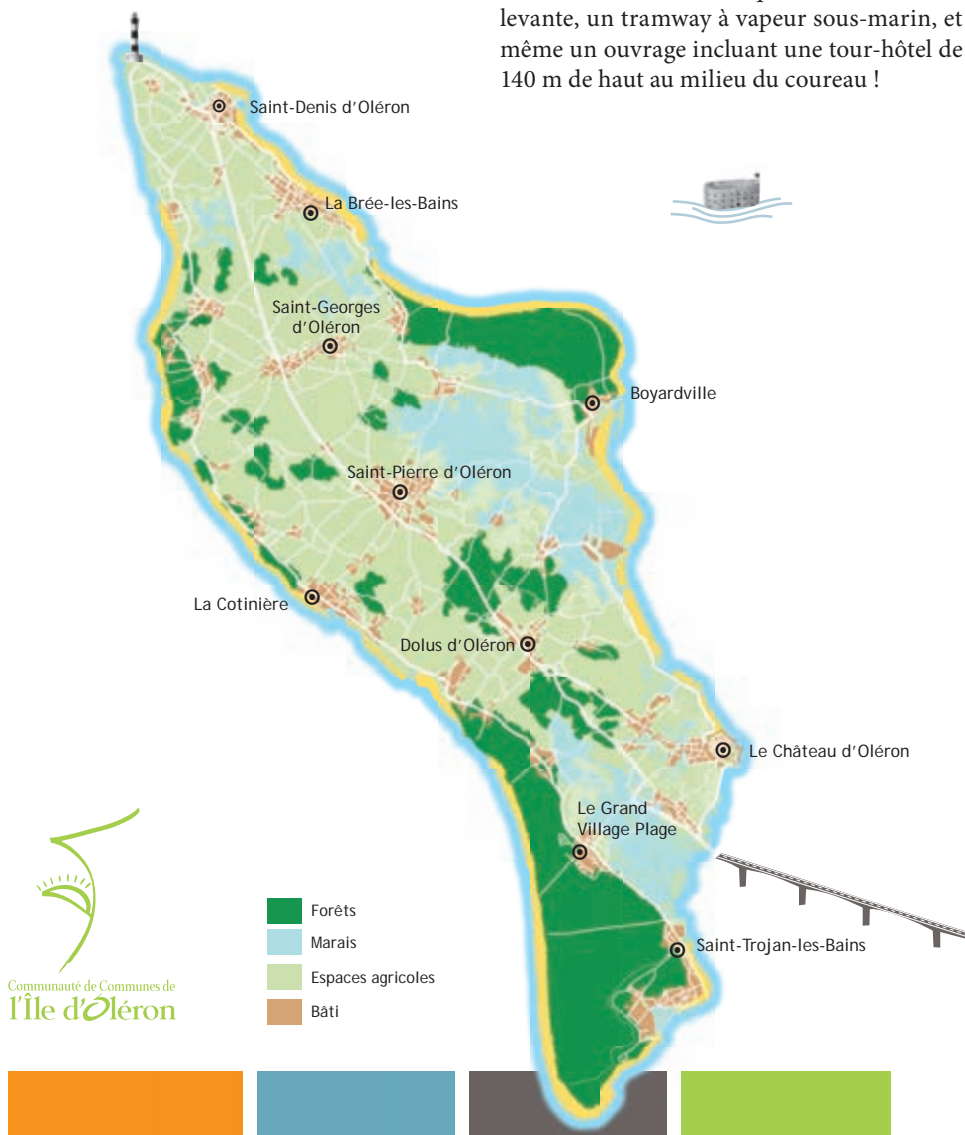
Trésors naturels et éco-tourisme

60 km de plages de sable, 2729 ha de forêts, côtes rocheuses, marais ostréicoles, flore luxuriante, pins, tamaris, chênes verts, agaves et mimosas, nombreuses espèces d'oiseaux protégés, micro-climat particulièrement doux... Parcourue par 130 km de pistes cyclables, l'île d'Oléron est une destination prisée par les amoureux de nature sauvage, randonneurs, cavaliers, surfers, plongeurs et pêcheurs à pied. À la belle saison, la population a plus que décuplé : 300 000 personnes dont la présence profite à tous les secteurs, tourisme, hôtellerie, camping, restauration, activités sportives et nautiques, agriculture,

pêche, artisanat, commerce de proximité... Près de 1500 entreprises se sont implantées sur l'île.

Produits du terroir

Pêche à La Cotinière (1^{er} port de pêche de Charente-Maritime : langoustine, crabe, sole, bar, maigre, céteau, seiche...), ostréiculture (huîtres Marennes-Oléron), mytiliculture (moules de bouchot), viticulture (cognac, pineau, vins de pays), saliculture (fleur de sel), maraîchage... Le terroir oléronais et ses labels renommés constituent le socle traditionnel de l'activité humaine sur l'île.



Démographie

Au large des côtes de la Charente-Maritime, l'île d'Oléron est la plus grande île française métropolitaine après la Corse. Avec 22 405 habitants permanents, sa densité de population (124 hab/km²) est nettement au-dessus de la moyenne du département (moins de 90) et même supérieure à la moyenne nationale (113). Sa forte attractivité touristique et ses 20 387 résidences secondaires déterminent l'enjeu du territoire : maintenir l'équilibre entre une activité humaine dynamique et un milieu naturel riche et fragile.

Le fort, le phare et le pont

À 2 km de la côte est, face à la forêt des Saumonards et à Boyardville, le fort Boyard s'élève en pleine mer ; sa longue et chaotique construction, entre 1804 et 1859, constitue un authentique exploit. À la pointe nord de l'île, le phare de Chassiron, rayé comme un bagnard, est le monument emblématique d'Oléron. Quant au pont d'Oléron qui rattache l'île au continent depuis 1966, il a été précédé de projets plus ou moins délirants : un transbordeur métallique à travée centrale levante, un tramway à vapeur sous-marin, et même un ouvrage incluant une tour-hôtel de 140 m de haut au milieu du coureau !